

Arguments pour la lutte sociale n° 42

du 24 avril 2016

Si le 28 avril au soir Hollande, Valls et El Khomri n'ont pas retiré leur loi contre le code du travail, alors se pose la question de la grève totale jusqu'au retrait, pour empêcher l'Assemblée nationale, où le débat public commence le mardi 3 mai, de voter la loi.

Le congrès confédéral de la CGT

Le congrès confédéral de la CGT a donné lieu à une avalanche de commentaires stupides, qui relevaient en réalité de la pression directe sur et contre le syndicat et les militants syndicaux. Un dinosaure qui aurait réinventé la lutte des classes, une centrale menacée par la grande CFDT, et, cerise sur le gâteau, une soi-disant honteuse « affiche de la CGT » -en fait, du syndicat info-com CGT- « calomniant la police » - exigeant, en fait, très légitimement, la fin des violences policières dans les manifestations. **Cette pression avait un but** : qu'on en finisse avec la volonté de retrait de la loi El Khomri, qu'on en revienne au « dialogue social » où les syndicats servent à appliquer la politique gouvernementale et patronale.

De ce point de vue, cette pression a échoué et c'était prévisible : la volonté de la totalité des militants syndicaux et l'unité réalisée par eux, avec la jeunesse, en mars, contre la loi El Khomri, sont la base commune à tout combat prochain.

Pour autant, est-ce à dire que le congrès confédéral a joué son rôle pour organiser ce combat en vue de la victoire ? L'appel du congrès, voté à la va-vite par applaudissements d'une majorité de congressistes mais avec le mécontentement passif d'un très grand nombre, invite certes à poursuivre et intensifier la lutte pour le retrait de la loi El Khomri, et à organiser le 28 avril des assemblées générales dans les entreprises et les services publics « *pour que les salariés décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, de la grève et de sa reconduction pour gagner retrait et ouverture de véritables négociations de progrès social.* »

Que faire après le 28? Certes, c'est aux salariés de décider mais leur décision sera fonction des propositions des directions syndicales, notamment de celle de la CGT qui est au centre de la situation politique. Et la direction de la CGT a empêché celle-ci d'appeler à la grève totale sur quelques jours avec montée à l'assemblée lors de l'ouverture du débat public, ou toute formule de ce type en vue de gagner. Ce qu'une section syndicale sait faire à la base - mesurer le rapport de force, décider d'appeler à « y aller » ou pas, agir pour gagner quand vient le moment - les directions confédérales ne veulent pas le faire : ceci est un constat politique.

Le discours sur le mode « *la grève générale ne se décrète pas* », dont une version d'un jésuitisme et d'une cautèle extraordinaires a également été donnée par le grand protecteur des directions confédérales Patrick Hébert, ancien dirigeant de FO en Loire-Atlantique dans le journal *Informations Ouvrières* de début avril, n'est rien d'autre qu'un

discours par et pour la protection du pouvoir en place, à l'encontre de l'indépendance syndicale.

Tout le congrès de la CGT à Marseille a été dominé par le « spectre » de la grève générale, de la grève reconductible, de la grève totale, ainsi que par l'amorce de la mise en cause des lourdes ambiguïtés confédérales à propos du Compte Personne d'Activité ou de la « sécurité sociale professionnelle ». La CGT Goodyear a finalement refusé la proposition qui lui fut faite de s'adresser au congrès, mais après que l'ordre-du-jour ait dépassé les questions qu'elle posait. Le rapport d'activité a vu l'expression de 31% de votes Contre, du jamais vu depuis les années ... 1920. La défiance exprimée à l'égard de T. Lepaon, hué par les congressistes, est la pointe avancée d'un sentiment de méfiance envers les dirigeants qu'il convient d'exprimer clairement : il y a dans ce pays, à la CGT et dans les autres centrales syndicales, des centaines, des milliers, de militants syndicaux qui, eux, savent ce qu'il faudrait faire pour gagner au niveau national et le feraient s'ils étaient en responsabilité sous le contrôle de leurs mandataires. S'organiser politiquement pour gagner, pour en découdre avec ce régime, est aussi une condition de l'indépendance syndicale, c'est-à-dire de la dépendance du syndicat envers les syndiqués, envers la classe ouvrière.

Brésil, vers une riposte au « coup d'État » ?

Le dimanche 17 avril, la chambre des députés brésiliens a voté la destitution de la présidente Dilma Rousseff par 367 voix contre 137. Le vote lui-même a été un spectacle immonde, bien des députés étalant leur propre corruption ou en appelant à mots à peine voilés au retour de la dictature militaire des années 60, apologie de la torture comprise. Cette scène a révulsé le monde du travail au Brésil. Les « destituteurs » sont plus corrompus encore que les dirigeants du PT. La suite, officiellement, passe par le vote du Sénat, une institution dont la composition est pire encore.

Dilma Rousseff et un peu tout le monde parlent maintenant de « coup d'État ». En effet, il s'agit d'un coup d'État, pas seulement pour la destituer mais pour passer à l'offensive contre le mouvement ouvrier et paysan brésilien, que les années de gouvernement PT ont désorienté et affaibli.

Mais ce mouvement est en train de se dresser. La question de la grève pour en découdre avec les « destituteurs » est discuté dans la Centrale Unique des Travailleurs et le Mouvement des Sans Terres. Et si ce mouvement qui se cherche s'engage, il ne s'en tiendra pas à la seule défense de la présidente, elle-même populaire dans ses rangs. Il voudra imposer une vraie démocratie, pour que des choses pareilles ne soient plus possibles.

États-Unis, après la primaire à New York

Pendant que Trump gagnait côté républicain, H. Clinton remportait la primaire de l'État clef de New York par 57% des voix. Pourtant, Bernie Sanders avait remué les foules dans les rues de New York, seul candidat (y compris par rapport à Trump) à provoquer

des manifestations de rue en son soutien. Mais surtout, 3 millions de personnes n'ont pu voter car il fallait être inscrit à la primaire démocrate avant le mois d'octobre 2015, et les irrégularités sont tellement nombreuses que les autorités fédérales et le maire de New York (dans cet État les primaires sont régies par une loi d'État) ont dû le reconnaître. B. Sander, qui le soir même tenait meeting en Pennsylvanie auprès d'un public de jeunes exigeant la gratuité des études supérieures, aurait largement gagné des « primaires démocratiques » à New York !

Alors que le staff de Clinton commence à exiger qu'il se taise enfin, Sanders continue sa campagne tout en exigeant des réformes pour des primaires « plus démocratiques ». La démonstration n'a-t-elle pas été faite que l'appareil démocrate ne voudra pas de lui, même s'il a la majorité des voix dans les conditions pourtant antidémocratiques présentes (ce qui est difficile mais peut encore arriver !), et qu'une percée politique sans précédent vient de toute façon de commencer ?

Une convention des partisans de Sanders est annoncée à Chicago pour mi-juin. L'organisation d'un mouvement politique indépendant arrive comme la suite de l'implosion partielle du processus des primaires.

Départ : Claude Jacquin (Gabriel) 1947-2016

Claude Jacquin, alias Gabriel dans la LCR, disparu la semaine dernière après 10 ans de combat contre le cancer et près de cinquante ans d'engagement militant, avait été l'un des piliers de la Commission Afrique de la LCR, portant la revue *Afrique en Lutte* à travers laquelle la Quatrième Internationale (SU) tissera des liens avec des jeunes radicalisés après 68, notamment au Sénégal.

Dans les années 80-90, il sera amené à des responsabilités internationales au sein du SU, avec sa participation à l'école de formation internationale d'Amsterdam, avec ses nombreux voyages en Afrique du sud pour aider au développement de la gauche syndicale et politique indépendante du pouvoir, rapidement corrompu, de l'ANC, puis encore avec le lancement à la fin des années 90 du bulletin *Afriques en lutte*. Il assurera aussi des contacts de la LCR avec le FNLKS durant les années 80.

Avoir vu et entendu Gabriel polémiquer avec panache contre des adversaires staliiniens ou maoïstes soutenant la théorie du « bloc des 4 classes » ou la « révolution par étapes », défendre et illustrer la théorie de la révolution permanente dans le contexte des années 70, reste un moment marquant dans une vie militante.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.**